

RÈGLEMENT DANS LE CADRE D' ACTIONS COLLECTIVES

AVIS D' ORDONNANCE DE LA COUR

ACTIONS COLLECTIVES *LEUNG c. UBER CANADA INC ET AL* N° 500-06-001111-208 et 500-06-001155-213

Le présent avis est destiné à des consommateurs au Québec qui ont utilisé la plateforme Uber Eats depuis le 4 juillet 2017 et qui ont payé des frais de livraison ou des frais de service.

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT CET AVIS. IL PEUT AFFECTER VOS DROITS.

CES ACTIONS COLLECTIVES ONT ÉTÉ RÉGLÉES.

APPROBATION D'UNE ENTENTE DE RÈGLEMENT

En décembre 2020 et en juillet 2021 respectivement, deux demandes d'autorisation d'actions collectives ont été produites auprès de la Cour supérieure du Québec contre Uber Canada Inc., Uber B.V., Uber Portier B.V., Uber Technologies, Inc. et Uber Portier Canada Inc. relativement à la plateforme de commande de repas Uber Eats. Les demandes visaient à obtenir le remboursement des frais de livraison et des frais de service chargés sur la plateforme Uber Eats au motif que l'affichage des frais de livraison dans l'application mobile et sur le site Web Uber Eats était prétendument inadéquat, et au motif que des frais de service ont été calculés sur la base du sous-total brut alors que l'application affichait, à une étape du processus de la transaction, un sous-total net des rabais applicables. Les allégations sont contestées par les défenderesses. Cependant, les parties en sont arrivées à une entente afin de régler ces actions collectives proposées, sans aucune admission de responsabilité.

Le 11 décembre 2024, l'entente de règlement a été approuvée par l'honorable juge Pierre Nollet de la Cour supérieure du Québec.

LES MEMBRES VISÉS PAR L'ENTENTE

L'entente s'applique à toutes les personnes dont la situation correspond à au moins l'une des descriptions suivantes :

Le groupe 208 :

« [t]outes les personnes résidant au Québec qui ont effectué une transaction sur l'application mobile Uber Eats ou sur le site internet www.ubereats.com et qui ont payé des frais de livraison du 4 juillet 2017 jusqu'au 20 avril 2021 ».

Le groupe 213 :

« [t]outes les personnes résidant au Québec qui ont effectué une transaction sur l'application mobile UberEats ou sur le site internet www.ubereats.com alors qu'elles bénéficiaient d'un rabais et qui ont payé des frais de service

calculés sur la base du sous-total brut alors que l'application affichait, à une étape du processus de la transaction, un sous-total net, entre le 21 avril 2021 et le 27 novembre 2021 ».

(collectivement, avec le groupe 208, le « **groupe** » ou les « **membres du groupe** »)

MODALITÉS DE L'ENTENTE

L'entente prévoit la programmation et mise à la disposition des membres du groupe 208 d'un rabais de 2 \$ et aux membres du groupe 213 d'un rabais de 0.50 \$. Selon leur appartenance à l'un des groupes ou aux deux groupes, les membres du groupe auront accès à un seul rabais sur leur compte d'utilisateur Uber d'un montant de 0.50 \$, 2 \$ ou 2.50 \$. Ce rabais ne pourra être utilisé qu'à une seule reprise, et est indivisible. Il ne sera assorti d'aucune date d'expiration, et ne sera pas transférable. Les taxes et frais demeureront applicables.

Ces montants excluent le paiement des honoraires, débours et frais des avocats du groupe.

L'entente de règlement ne constitue pas une admission de responsabilité, d'un acte répréhensible ou d'une faute de la part des défenderesses.

MODALITÉS DE DISTRIBUTION DES RABAIS

Les membres du groupe n'ont aucune démarche à accomplir afin de bénéficier de leur Rabais. Uber rendra automatiquement disponibles les Rabais aux comptes d'utilisateur Uber des membres d'ici le 17 février 2025.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir de plus amples renseignements ou des précisions au sujet de l'entente de règlement, vous pouvez communiquer avec les avocats du groupe indiqués ci-dessous. Votre nom et les renseignements fournis demeureront confidentiels. Veuillez ne pas communiquer avec Uber ni avec les juges de la Cour supérieure.

Me Jimmy Ernst Jr Laguë Lambert

Lambert Avocats

1111, rue Saint-Urbain, bureau 204

Montréal (Québec) H2Z 1Y6

Courriel : info@lambertavocats.ca

Site Web : <https://lambertavocats.ca/recours-collectif-ubereats/>
<https://lambertavocats.ca/ubereats-frais-service/>

**LA PUBLICATION DU PRÉSENT AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE
A ÉTÉ APPROUVÉE ET ORDONNÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC**

QUEBEC CLASS ACTIONS SETTLEMENT

NOTICE OF COURT ORDER

CLASS ACTIONS - *LEUNG V. UBER CANADA INC ET AL.*

N° : 500-06-001111-208 and 500-06-001155-213

This notice is to all consumers in Quebec who have used the Uber Eats delivery platform since July 4th, 2017, and who have paid delivery or service fees.

PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY. IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS

THESE CLASS ACTIONS HAVE BEEN SETTLED.

AUTHORIZATION OF THE CLASS ACTIONS FOR SETTLEMENT PURPOSES

In December 2020 and in July 2021 respectively, two motions to authorize class actions were filed with the Superior Court of Quebec against Uber Canada Inc., Uber B.V., Uber Portier B.V., Uber Technologies, Inc., and Uber Portier Canada Inc. concerning the Uber Eats food delivery platform. The motions aimed to obtain the reimbursement of delivery fees and service fees charged on the Uber Eats platform on the grounds that the delivery fees posted on the mobile application and website were allegedly inadequate, and on the grounds that service fees were calculated on the basis of the gross subtotal while the application displayed, at one stage of the transaction process, a net subtotal of the applicable rebates. These allegations are contested by the Defendants. However, the parties have come to an agreement in order to settle these proposed class actions, with no admission of liability.

On December 11, 2024, the settlement agreement was approved by the Honorable Justice Pierre Nolle of the Superior Court of Quebec.

MEMBERS AFFECTED BY THE SETTLEMENT

The agreement applies to all persons whose situation corresponds to at least one of the following descriptions:

208 class:

"[a]ll persons residing in Quebec who have made a transaction on the Uber Eats mobile application or on the website www.ubereats.com and who have paid delivery fees from July 4, 2017 to April 20, 2021".

213 class:

"[a]ll persons residing in Quebec who have made a transaction on the UberEats mobile application or on the website www.ubereats.com while benefiting from a discount and who have paid service fees calculated on the

basis of the gross subtotal while the application displayed, at one stage of the transaction process, a net subtotal, between April 21, 2017 and November 27, 2021".

(collectively, with the 208 class, the "**class**" or the "**class members**")

TERMS OF THE SETTLEMENT

The agreement provides that a discount of \$2 will be made available to members of the 208 class and a discount of \$0.50 to members of the 213 class. Depending on their membership in one of the classes or both classes, class members will have access to a single discount of either \$0.50, \$2 or \$2.50 on their Uber user account. This discount can only be used once and is indivisible. It will not have an expiration date and will not be transferable. Taxes and fees will still apply.

These amounts exclude the payment of class counsel fees and disbursements.

The settlement agreement is not an admission of liability, wrongdoing, or fault from the Defendants.

TERMS OF DISCOUNT DISTRIBUTION

Class members do not need to do anything in order to receive their Discount. Uber will automatically make Discounts available to members' Uber user accounts by February 17, 2025.

FOR FURTHER INFORMATION

For further information or details about the settlement agreement, you may contact class counsel identified below. Your name and any information provided will be kept confidential. Please do not contact Uber or the judges of the Superior Court.

Me Jimmy Ernst Jr Laguë Lambert
Lambert Avocats

1111, rue Saint-Urbain, Suite 204

Montréal (Québec) H2Z 1Y6

Email : jlambert@lambertavocats.ca

Website : <https://lambertavocats.ca/en/ubereats-class-action-lawsuit/>
<https://lambertavocats.ca/en/ubereats-fees-service/>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE TO CLASS MEMBERS
HAS BEEN APPROVED AND ORDERED BY THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC**